



## KAMAL KAR

EST SPECIALISTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET PARTICIPATIF, CONSULTANT ET FORMATEUR AUPRES DES DIRIGEANTS POLITIQUES, DES ORGANISMES DONATEURS ET DES ONG A TRAVERS L'ASIE ET L'AFRIQUE. CES QUATRE DERNIERES ANNEES, IL A CONÇU ET EXPERIMENTE UNE APPROCHE DE L'ASSAINISSEMENT RURAL QUE CERTAINS ONT SALUEE COMME L'UNE DES AVANCEES LES PLUS DECISIVES DE CES DERNIERS TEMPS. DANS CE TMOIGNAGE, IL DECRIT LES TECHNIQUES ET LES REPERCUSSIONS DU CLTS - COMMUNITY-LED TOTAL SANITATION (ASSAINISSEMENT POUR TOUS PILOTE PAR LA POPULATION LOCALE).

AU COURS DES TRENTE dernières années, des centaines d'ONG ont travaillé sur les infrastructures sanitaires du Bangladesh. Sur la même période, des milliers de toilettes ont été construites. Le taux d'équipement de la population s'est accru, les objectifs ont été atteints, les projets jugés réussis.

Pourquoi, alors, la diarrhée et les autres maladies liées au manque d'hygiène comptent-elles encore pour au moins 40 % de la morbidité totale ? Parce que même lorsque le pourcentage de population disposant de latrines s'accroît, la défécation en plein air reste très répandue. Et tant que cette pratique survivra, la merde humaine finira dans la bouche des autres. Il en résulte diverses maladies, qui tuent 115 000 enfants bangladais chaque année.

Ces enfants ne pourront pas être protégés par des projets visant à porter la proportion de la population disposant de latrines à 60 ou 70 %. Une réelle avancée ne pourra intervenir qu'à partir du moment où la chaîne de contamination fécale-orale sera rompue, c'est-à-dire quand tous les excréments seront confinés de manière à ne plus présenter aucun risque pour la population.

Après trente ans d'efforts soutenus, on avait peine à trouver 100 villages, sur les 82 000 du pays, qui avaient su rompre cette chaîne. Et voilà qu'aujourd'hui, soudainement, nous nous trouvons sur la voie qui nous permettra de parvenir à l'assainissement pour tous, dans les villages de l'ensemble du pays. En l'espace de trois ans, nous avons réalisé plus de progrès vers l'assainissement pour tous que durant les 30 dernières années. Aujourd'hui, plus de 15 000 familles dans 400 villages ont abandonné la pratique de la défécation en plein air.

**« C'est le début d'un mouvement qui se répand déjà comme une trainée de poudre à travers le Bangladesh et au-delà »**

Le programme *Community-Led Total Sanitation* (CLTS) procède d'une approche radicalement différente de toutes les précédentes, qui a intégralement repensé l'assainissement et les

moyens d'y parvenir. C'est le début d'un mouvement qui se répand déjà comme une trainée de poudre à travers le Bangladesh et au-delà. Il a des répercussions sur la politique nationale et internationale, ce que les États qui se préoccupent de la santé de leur population ne peuvent ignorer.

### Est-ce que votre famille défèque ici ?

La défécation en plein air est une habitude profondément ancrée dans le corps et l'esprit. C'est une norme de comportement culturellement et socialement admise, qu'il est impossible de faire disparaître à coups de subventions aux familles qui construisent des toilettes.

Le CLTS se propose d'éradiquer la défécation en plein air non en apportant charitablement des subventions aux populations, mais en touchant le nerf de la fierté, de la honte et du dégoût, en éveillant un sentiment de respect de soi-même suffisamment fort pour en finir avec une vie entière d'habitudes et des siècles de traditions.

Au début, l'équipe qui lance ce « processus piloté par la population » se promène simplement dans le village, sous la conduite des habitants. Ces derniers cherchent naturellement à mettre l'accent sur ce que leur localité a de mieux à offrir. Mais lorsque l'équipe arrive dans un lieu qui est clairement destiné à la défécation en plein air, elle s'arrête. Elle regarde. Elle commence à poser des questions.

Les habitants tentent de les faire avancer, honteux à l'idée que les professionnels venus chez eux aient vu les alentours sales et malodorants de leur village. Mais les visiteurs insistent. « Quelles familles utilisent cet emplacement pour la défécation ? demandent-ils. Venez-vous toujours ici ? Ou disposez-vous d'autres lieux plus proches des habitations où aller la nuit ou en cas d'urgence ? À quoi ressemble cet endroit quand il y a une épidémie de diarrhée ? »

L'embarras est palpable. Mais il se passe quelque chose de plus : bien qu'ils soient peut-être venus ici chaque jour de leur vie, les villageois sont gênés par ce qu'ils voient, pour la première fois, à travers le regard de leurs hôtes : un lieu infect, sordide et répugnant.

Lorsque cette « visite » s'achève, ce sont les villageois qui pressent l'équipe de fixer un rendez-

vous pour résoudre ce problème collectivement. Certains refusent même d'attendre un jour de plus et encouragent les autres à agir immédiatement.

Cette première rencontre commence avec un exercice de cartographie : les villageois doivent situer leur habitation, désigner les lieux utilisés pour la défécation et dessiner les chemins empruntés par chaque famille pour se rendre jusqu'au site qu'elle utilise. L'équipe calcule ensuite la quantité d'excréments que produit chaque famille. Partant d'une unité de mesure par personne, elle multiplie ce chiffre pour obtenir la quantité de fèces que chaque famille dépose par jour, par mois et par année.

**« Cette révélation s'accompagne d'un réel sentiment de dégoût et, pour certains, de l'idée que les déjections sont abjectes »**

Le volume cumulé d'excréments est converti en une unité que la population peut immédiatement visualiser : le chargement d'une charrette, celui d'un camion ou d'un bateau. De nombreux sourires sont échangés lorsque l'on désigne la famille qui a apporté la plus grande « contribution ». Mais peu à peu, l'amusement fait place à l'inquiétude. Les gens sont horrifiés par la quantité d'excréments que produit leur village : « 120 000 tonnes de merde, ici, chaque année ? Mais bon sang, où tout cela peut-il bien aller ? »

Les habitants répondent eux-mêmes à cette question. Ils sont invités à tracer un schéma qui indique avec précision où vont les excréments : dans les points d'eau où ils se baignent et les rivières, et de là, sur leurs vêtements, sur leurs tasses et leurs assiettes, sur leurs mains et leur bouche. Sur les pis des chèvres et dans le lait. Sur les pieds et les sabots de leur bétail, leurs chiens ou leurs poulets, et sur les mouches qui les transportent directement sur les aliments.

Ce qui les perturbe le plus, c'est d'apprendre que chaque personne ingère 10 à 20 grammes de matière fécale par jour. Cette révélation s'accompagne d'un réel sentiment de dégoût et,

pour certains, de l'idée que les déjections sont abjectes. On n'observe toutefois aucune résignation : « Mais qu'est-ce qu'on fabrique ? On est en train de manger la merde de nos voisins, bon Dieu ! Il faut absolument que ça cesse. »

Ici et là, les villageois forment un comité, habituellement appelé Groupe d'action sanitaire, qui sera en première ligne dans cette nouvelle bataille. Les membres du Groupe d'action se mettent d'accord pour construire leurs propres latrines en une semaine, et pour encourager une douzaine de familles de leur entourage à faire de même. Les chefs spirituels et les institutrices se montrent souvent les plus actifs, en utilisant leur position publique pour faire naître la demande et montrer l'importance de bonnes conditions sanitaires. On organise des manifestations pour la sensibilisation et des réunions dans lesquelles les villageois, en particulier les femmes, peuvent s'informer sur l'assainissement et l'hygiène de base.

#### **Les ingénieurs aux pieds nus**

Chaque famille élabore un plan individuel pour cesser de déféquer en plein air. Ceux qui ont les moyens de faire construire des latrines en dur commencent à se renseigner sur les coûts, les soubassements, les dalles et les bacs. Mais le programme CLTS ne fournit pas de solution technique. Il ne propose même pas aux populations concernées de choisir entre différentes options. En revanche, il les encourage à concevoir et à construire leurs propres latrines, en fonction des conditions locales et de ce qu'elles estiment pouvoir se permettre.

#### **« Les villageois font preuve d'une ingéniosité technique absolument stupéfiante »**

Les villageois, avec un soutien minimal des intervenants extérieurs, font preuve d'une ingéniosité technique absolument stupéfiante. Afin de stimuler ces capacités, les facilitateurs de projet identifient les concepteurs-nés les plus talentueux dans chaque village ; ils prennent connaissance de leurs projets de latrines et nomment ces personnes « Ingénieurs sanitaires de village ». Avec leurs

propres compétences et les matériaux à disposition – bambou, boîtes, pots d'échappement – les populations peuvent concevoir plus de 30 modèles différents de latrines constructibles pour une fraction seulement du coût des solutions les moins chères imaginées par des personnes extérieures.

Contrairement aux ingénieurs de formation, ceux-là ne commencent pas avec une structure parfaite en tête, dont ils essaieraient ensuite de baisser le coût. Ils partent d'une idée de latrines dont la construction ne coûte rien, puis ils inventent des améliorations étape par étape, qui augmentent peu à peu le coût. Lors d'une récente réunion, au cours de laquelle les créations du village étaient présentées à des ingénieurs sanitaires professionnels, l'un de ces derniers a exprimé une inquiétude : les installations conçues par les villageois ne dureraient pas très longtemps, alors que lui avait construit des latrines utilisables pendant au moins dix ans. L'ingénieur aux pieds nus lui a répondu que même le toit de sa maison devait être refait tous les deux ans, alors pourquoi ses toilettes devraient-elles en durer dix ? « Lorsque la fosse sera pleine, ajoute-t-il, j'y planterai un arbre fruitier et j'en creuserai une autre. »

#### **Est-ce que quelqu'un veut boire de cette eau ?**

Lorsqu'il s'agit de multiplier la demande d'installations sanitaires, les facilitateurs de projet, de même que les ingénieurs professionnels, doivent se tenir à l'écart et tirer enseignement des talents des gens du cru.

Durant le processus initial de motivation, il y a presque toujours quelqu'un qui se fera remarquer par son don naturel pour la communication. Le meilleur d'entre eux fera preuve d'une capacité extraordinaire à conduire ses voisins à agir par l'exemple, la persuasion ou l'indignation. Je me souviens avoir vu l'un de ces meneurs d'hommes à l'œuvre au sein d'un groupe de quinze ou vingt villageois. Il s'est simplement arraché un cheveu, il l'a légèrement frotté sur un excrément humain, puis l'a rapidement plongé dans un verre d'eau. Levant ce verre, il l'a présenté à l'assemblée : « Est-ce que quelqu'un veut boire de cette eau ? » Les regards des villageois étaient emplis de dégoût. « Pourquoi non ? » demanda-t-il. Une réponse lui parvint : « Parce qu'il y a de la merde dedans ». « Comment

le savez-vous ?, interrogea-t-il. Vous la voyez ? » Les villageois durent admettre qu'ils ne voyaient rien. Alors il leur asséna le coup de grâce : « Une mouche, ça a combien de pattes ? »

#### **« Un habitant du district de Naogaon a inventé le slogan « Une mouche est plus dangereuse que cent tigres », expression désormais reprise partout au Bangladesh »**

Les facilitateurs de projet ne peuvent ignorer ce genre de talents. Nous avons pris la décision stratégique d'investir les villageois les plus compétents du rôle d'agent de terrain, pour la diffusion du programme d'assainissement pour tous. Au cours d'ateliers nationaux, ils ont l'occasion de partager leur expérience avec ceux qui exercent la même fonction dans tout le pays, d'élaborer de nouvelles approches et de diffuser les meilleures pratiques. Leurs idées sont parfois brillantes. Un habitant du district de Naogaon a inventé le slogan « Une mouche est plus dangereuse que cent tigres » pour aider la population à comprendre l'ampleur des risques de la contamination fécale. Cette expression est désormais reprise partout au Bangladesh.

#### **Mesurer la réussite**

Le comptage du nombre de latrines construites, qui constitue la donnée de base de la plupart des projets d'assainissement, a permis aux ONG et aux États de remplir leurs propres objectifs, tout en perdant de vue le but réel de leurs efforts. En mesurant la réussite non plus par le pourcentage de population disposant de latrines mais par l'élimination de la défécation en plein air, le CLTS est à même de garder en ligne de mire son objectif ultime : l'amélioration de la santé publique. Les répercussions de l'assainissement pour tous sur la santé, contrairement à celles d'un taux de population disposant de latrines porté à, disons, 70 %, sont spectaculaires et immédiates.

Au Bangladesh, les retombées positives les plus importantes se sont sans doute fait sentir dans le bassin des haors, où des inondations constantes et une forte densité de population dans des villages

installés sur des monticules naturels ou artificiels viennent s'ajouter à la pratique de la défécation en plein air pour générer des épidémies dévastatrices liées au manque d'hygiène. Dans certains villages, pas une nuit ne s'écoule sans qu'on entende les pleurs d'une famille dont un enfant est mort ou moribond à cause de la diarrhée. Grâce au CLTS, une première génération d'enfants peut grandir dans certaines de ces localités sans subir les attaques récurrentes de la dysenterie, de la diarrhée ou de la fièvre typhoïde, qui ont rendu malade et tué tant d'enfants par le passé.

Pour les femmes, en particulier, le changement est radical, non seulement parce qu'elles sont les premières à constater les bienfaits de l'assainissement et à appliquer les leçons d'hygiène, mais aussi parce que, dans une société qui attache une très grande importance à la modestie féminine, faire ses besoins dehors représente une énorme concession morale. Plusieurs millions de femmes n'ont pas d'autre solution que de faire leurs besoins la nuit. Pour elles, le passage d'un lieu public à un espace privé revêt une signification incommensurable.

#### Des subventions ou le respect de soi ?

L'approche du CLTS, qui s'appuie sur le sentiment de honte pour déclencher l'action, a, en fin de compte, apporté une grande fierté dans de nombreuses localités. Dès que l'objectif d'un assainissement à 100 % est atteint, les habitants érigent un panneau sur lequel on peut lire : « Personne dans ce village ne défèque en plein air ». Dans le Maharashtra, premier État indien à avoir mis en œuvre le CLTS, certains villages affichent des pancartes indiquant : « Les filles de notre village ne se marieront pas dans des villages où se pratique encore la défécation en plein air ». Ces annonces sont autant de défis lancés aux localités voisines qui, assez spontanément, ont commencé de visiter les villages équipés d'infrastructures sanitaires et demandé leur aide aux ingénieurs aux pieds nus et aux animateurs. Ces panneaux célèbrent aussi une réalisation menée à bien uniquement avec les ressources et le talent de la population locale.

C'est là le principe même du programme *Community-Led Total Sanitation* : faire prendre conscience du besoin urgent d'abandonner la

défécation en plein air, au lieu de proposer des subventions ou des solutions toutes prêtes. Une fois que ce sentiment de respect de soi aura été insufflé, la population fera avancer le projet avec une énergie et une détermination réelles, sans l'inertie, la passivité ou la superficialité de la mobilisation que font naître les subventions.

#### « Certains villages affichent des pancartes indiquant : « Les filles de notre village ne se marieront pas dans des villages où se pratique encore la défécation en plein air »

Dès que l'on parle de subventions, on sape le processus. Avec les subventions, on s'écarte du problème de l'assainissement pour s'aventurer sur le terrain vaseux de la pauvreté relative et des hiérarchies de villages. Les subventions brouillent les objectifs et empêchent un quelconque déclic. Elles encouragent les gens à traîner dans l'attente d'argent, et non à se mettre au travail. Elles font diminuer la valeur que les populations peuvent accorder aux latrines et la volonté de les utiliser, de les nettoyer et de les entretenir. Pire encore, les subventions, en argent ou en nature, nuisent fondamentalement au sentiment de respect de soi qui est au cœur de notre approche.

Les animateurs de la collectivité font d'ores et déjà connaître le mouvement CLTS dans tous les villages du Bangladesh. Par des réseaux familiaux géographiquement éloignés, ce mouvement franchit des milliers de kilomètres pour s'implanter dans des villages où aucun facilitateur extérieur n'a jamais mis le pied. Cependant, on ne peut espérer toucher l'ensemble du pays par le seul bouche à oreille. Pour exploiter pleinement son potentiel, le CLTS a besoin d'un soutien extérieur à tous les niveaux, sans renier sa philosophie du respect de soi.

Il est de la plus grande importance que l'organisme de facilitation se rende dans les villages avec un esprit ouvert et une attitude franche et détendue. Si l'on cherche à remplir des objectifs cachés, à prescrire telle ou telle solution ou à conclure un marché portant sur du matériel sanitaire, le processus tout entier en pâtira.

La facilitation nécessaire ne peut être réalisée que par des personnes désireuses de laisser les villageois prendre les choses en main. Pour que le mouvement CLTS soit intégré dans la politique nationale, il est essentiel que les échelons inférieurs de gouvernement, les personnes qui auront la responsabilité de lancer le CLTS au niveau des villages, soient correctement formés à cette attitude flexible et réactive qu'exige cette stratégie. S'ils se précipitent et dictent les actions à mener, il n'y a aucune chance de réussite.

Pendant trente ans, les États et les organismes donateurs ont imposé et financé une stratégie d'assainissement élaborée sans égard pour les priorités et les connaissances des populations rurales. Le ministère de la Santé publique a construit des latrines conçues par ses propres ingénieurs sans jamais se soucier de savoir si ces installations étaient utilisées. Les ONG, préoccupées de relever les taux de couverture et d'atteindre des objectifs dans leur sphère d'action limitée, se sont résignées à laisser la défécation en plein air continuer de polluer l'eau, les mains et l'alimentation de chacun.

Le CLTS requiert un changement d'attitude et d'orientation fondamentale. Il faut laisser de côté les traditions et abandonner les présupposés anciens. Après trente années de lents et douloureux progrès, il est temps que les gens s'aperçoivent que notre approche fonctionne. ■

# À L'ÉCOUTE

De ceux qui œuvrent avec les populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à la réalisation des objectifs des Nations Unies sur l'accès à l'eau et l'assainissement.

« Le principal obstacle à l'accès à 'l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous' n'est pas le manque de moyens, mais l'absence de volonté de tirer enseignement des échecs passés et de se mettre à l'écoute de ceux qui introduisent des approches novatrices. »





Les méthodes traditionnellement utilisées pour fournir des services d'adduction d'eau et d'assainissement aux populations pauvres des pays en développement, qui vont du sommet vers la base, ne permettent pas de toucher l'ensemble des personnes ciblées. Malgré des dizaines d'années d'efforts et des milliards de dollars dépensés, 1 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et presque 2,5 milliards d'individus ne disposent pas d'un assainissement adéquat. Il est donc grand temps de réorienter les efforts nationaux et internationaux sur une approche différente.

« À L'ÉCOUTE » traite de cette nouvelle approche. Celle-ci s'est bâtie sur les échecs passés et commence d'enregistrer des succès dont on entend parler. Elle n'est cependant pas encore universellement acceptée parce qu'elle se heurte à de nombreux intérêts bien ancrés.

C'est pourquoi le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement considère qu'à l'heure actuelle, le cœur du problème de l'eau et de l'assainissement ne réside pas, en premier lieu, dans le manque de moyens, mais dans l'absence de volonté de tirer enseignement du passé et de se mettre à l'écoute de ceux qui, avec les populations concernées, ont su réaliser des avancées décisives et développer des stratégies plus efficaces.

Pour résumer, la méthode et le but doivent consister à décentraliser l'approche, à donner aux populations les moyens de prendre en main leur existence et à les aider à concrétiser leurs propres objectifs de développement. Pour autant, il est hors de question de renoncer à mobiliser des fonds supplémentaires pour les plus démunis et à créer un environnement propice au progrès. Au contraire, susciter et soutenir des processus pilotés par la population nécessite un engagement toujours plus poussé et plus exigeant de la part de l'État.

« À L'ÉCOUTE » souhaite donc présenter le témoignage de nombre d'intervenants parmi les plus directement impliqués, afin d'en exposer l'expérience à un vaste auditoire international.

Gourisankar Ghosh  
Directeur exécutif  
Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC)  
International Environment House  
Chemin des Anémones 9, 1219 Châtelaine  
Genève Suisse

Tél : +41 22 917 8657 Fax : +41 22 917 8084  
www.wssc.org

#### À l'écoute sur Internet

www.wssc.org/listening

Cette récente section du site Internet du Conseil vous propose, outre les versions téléchargeables de nos publications en anglais, espagnol et français, un corpus statistique, ainsi que de nouveaux matériaux non disponibles en version imprimée.

En 1990, une résolution de l'Organisation des Nations Unies a chargé le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) de s'efforcer d'accélérer les progrès visant à assurer à tous un accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène (« WASH »). Toutes les organisations et personnes intéressées sont invitées à se joindre à ce partenariat mondial et à contribuer à faire de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène une réalité pour tous ainsi que la pierre angulaire du développement durable.

## À L'ÉCOUTE

Tous les témoignages ont été recueillis dans le cadre d'entretiens individuels (voir page 17). Tous les contributeurs parlent en leur nom propre.

### Asie

- 18 Sheela Patel,**  
membre fondateur et directrice de l'ONG SPARC, Bombay, Inde
- 20 Jockin Arputham,**  
président de la Fédération indienne des habitants des bidonvilles, Inde
- 22 Ratnakar Gaikwad,**  
ancien commissaire municipal de Pune, Inde
- 24 Rehmatbi Qamar Ahmed,**  
entrepreneur (construction de toilettes communautaires) et membre de *Mahila Milan* (les femmes ensemble), Bombay, Inde
- 25 Surjya Kanta Mishra,**  
ministre, gouvernement du Bengale occidental, Inde
- 26 Chandī Dey,**  
*Ramakrishna Mission*, Bengale occidental, Inde
- 27 Chandan Sengupta,**  
directeur de projet à l'UNICEF, Calcutta, Inde
- 28 Nafisa Barot,**  
membre fondateur d'*Uthhan*, Gujarat, Inde
- 30 Ashoke Chatterjee,** consultant,  
Ahmedabad, Inde
- 33 Sait Damodaran,**  
fondateur de *Gramalaya*, Tiruchirappalli, Inde
- 34 Shunmuga Paramasivan,**  
*WaterAid*, Inde
- 36 Bindeshwar Pathak,**  
fondateur de *Sulabh International*, New Delhi, Inde

**38 Kamal Kar,**  
consultant, *Community-Led Total Sanitation*, Bangladesh

- 41 Rokeya Ahmed,**  
*WaterAid*, Bangladesh
- 42 Dibalok Singha,**  
fondateur de *DSK*, Dacca, Bangladesh
- 43 Dipak Gyawali,**  
ancien ministre des Ressources hydriques, Katmandou, Népal
- 44 Umesh Pandey,**  
fondateur de *NEWAH*, Népal

### Amérique latine

- 46 Nelly Guapacha,**  
leader communautaire, El Hormiguero, Colombie
- 48 Anibal Valencia,**  
Institut CINARA, Cali, Colombie
- 49 Edgar Quiroga,**  
directeur de l'Institut CINARA Institute, Colombie
- 50 Mariela Garcia,**  
à l'origine du projet « d'apprentissage en équipe » du CINARA, Colombie

- 52 Lilly Marin,**  
leader communautaire, Altos de Menga, Colombie
- 53 Augusto Osomo Gil,**  
ancien directeur de l'eau potable et de l'assainissement de base au ministère de l'Environnement, Colombie

- 54 Betty Soto,**  
à l'origine de l'initiative *Yakupaj* dans l'Altiplano, Bolivie
- 56 Roberto Bianchi,**  
directeur général de l'entreprise des eaux *Agua del Illimani*, La Paz, Bolivie
- 58 Marco Quiroga,**  
ancien directeur du projet-pilote *Yakupaj*, Bolivie

### Afrique

- 59 Joel Lugolobi,**  
membre fondateur de l'ONG *BUSO*, Ouganda
- 60 Ronnie Kasrils,**  
ministre des Eaux et forêts, Afrique du Sud
- 62 David Omayo,**  
fondateur de l'*UMMK*, Nairobi, Kenya
- 63 Tsepo Khumbane,**  
militante, Afrique du Sud
- 64 Dominic Kavutse,**  
ingénieur en chef chargé de l'adduction d'eau en milieu urbain, Ouganda
- 66 Gilbert Nkusi,**  
UNICEF-Madagascar
- 67 Maria Mutagamba,**  
ministre chargée de l'Eau, Ouganda
- 68 Josiah Omotto et John Nyachio,**  
*Maji na Ufanisi*, Nairobi, Kenya
- 69 Queen Mokhabela,**  
leader communautaire et conseillère, Afrique du Sud

### International

- 70 Ravi Narayanan,**  
à la tête de l'ONG *WaterAid*, sur la nécessité d'une action conjointe entre les pouvoirs publics, les ONG et les populations
- 71 Sandy Cairncross,**  
professeur en santé de l'environnement à la *London School of Hygiene and Tropical Medicine*, sur la nécessité de faire suivre les discours d'actions concrètes
- 72 David Satterthwaite,**  
de l'*Institut international pour l'environnement et le développement*, sur la place des organisations internationales

### STATISTIQUES

- 73 Statistiques sur la densité de population, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans 100 pays**

Données rassemblées par Matthew England, WSSCC, Genève



« Les projets d'assainissement pilotés par la population illustrent par conséquent la possibilité de bouleverser les rapports entre les hommes politiques et les pauvres, afin de mettre fin à la pratique de la main tendue et de la supplication. »

Sheela Patel (page 18)



« Et soudain, nous nous trouvons sur la voie qui nous permettra de parvenir à l'assainissement pour tous, dans les villages de l'ensemble du pays. En l'espace de trois ans, nous avons réalisé plus de progrès vers l'assainissement pour tous que durant les 30 dernières années. »

Kamal Kar (page 38)



« Les hommes politiques ne feront rien pour améliorer la qualité de vie dans des lieux comme celui-ci. Il est clair que c'est aux habitants mêmes de ces villes qu'il incombe de faire avancer les choses. Si vous parvenez à les mobiliser, alors tout est possible. »

Nelly Guapacha (page 46)



« Si la municipalité ne peut prouver qu'elle mène une action correctement budgétée et gérée sur tous ces fronts, alors l'administration centrale n'accordera pas un centime à la construction de stades. »

Augusto Osomo Gil (page 53)



« Personne ne veut aborder le sujet de l'assainissement. Aussi longtemps que cette barrière psychologique ne sera pas franchie, chaque réalisation dans ce domaine relèvera du combat. »

Minister Ronnie Kasrils (page 60)



« En traitant la population comme nous le faisons actuellement, nous sapons son intelligence, sa dignité, ses capacités et son sens de l'innovation. »

Tsepo Khumbane (page 68)

« À L'ÉCOUTE » a été rédigé par P&LA, Oxfordshire, Royaume-Uni, publié en collaboration avec le WSSCC et traduit en français par ARCHITEXTE, Paris